

Combats touarègues

Hélène Bravin | Journaliste, auteur de *Kadhafi vie et mort d'un dictateur* (Bourin Éditeur, janvier 2012).

Si depuis fin juillet, Bamako a retrouvé un semblant de stabilité politique avec le retour de son président par intérim, Dioncounda Traoré, en revanche la situation sur le terrain s'est aggravée. Afin de faire face à une éventuelle intervention armée de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), et des Occidentaux, les groupes terroristes du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) et d'*Al-Qaïda* au Maghreb islamique (AQMI) ont redéployés ou renforcés leurs sites et leurs troupes. De son côté, *Enser Eddine* est entré dans le champ des négociations acceptant quelques concessions. Enfin, le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) profitant d'une relative accalmie, a restructuré son état-major. Il tente depuis de reconquérir quelques villes. Parallèlement, il espère convaincre les Touarègues de quitter les groupes terroristes *via* un projet politique. Cette stratégie n'a jusqu'à présent eu aucun écho auprès des Occidentaux dont il sollicite la participation.

Telle est la situation détaillée ci-après.

*
**

Le 27 juillet, Bamako respirait à nouveau. Après deux mois de convalescence à Paris suite à une agression, le président par intérim, Dioncounda Traoré reprenait ses fonctions. Sa première initiative a été d'écarter au plus vite des sphères politiques Amadou Haya Sanogo (à l'origine du coup d'État du 22 mars 2012 contre Amadou Toumani Touré, ATT) qui assurait jusqu'alors l'intérim en son absence, en le nommant à la tête du Comité des Forces de défense et de sécurité du Mali. Bonne initiative ?

Si A.H. Sanogo est resté malgré tout très influent dans la capitale (ses hommes sont soupçonnés de commettre des exactions contre des proches d'ATT, des militaires, des hommes politiques, d'affaires et des journalistes), l'ex-putschiste s'applique en tous les cas de Kati (15 km de Bamako) d'où il est retranché, à reformer les troupes maliennes. Et il se prépare à superviser les opérations en cas d'intervention des États de la Cédéao.

En effet, en plus des 3 300 soldats *, des Maliens doivent également participer à l'opération. Mais faut-il encore que cette intervention ait effectivement bien lieu et rapidement.

* Aide africaine et internationale

Le Nigeria devrait envoyer entre 600 et 700 militaires ; le Niger, 500 hommes ; le reste du contingent proviendra des 13 autres nations membres de la Cédéao/ECOWAS.

Par ailleurs, la France et les États-Unis se sont, quant à eux, engagés à offrir leur soutien logistique et technique.

Si les États engagés sont quasiment sûrs d'obtenir le feu vert de l'Organisation des Nations unies, une zone d'ombre demeure : son temps d'application. Sur ce point, les opinions divergent. Certaines estiment que l'opération pourrait être effective sous les 24 h après l'accord de l'ONU, d'autres – les plus réalistes, si l'on tient compte de la réelle lenteur d'organisation des troupes africaines – pensent pouvoir former puis réunir l'ensemble des hommes, seulement d'ici quelques mois après le feu vert de l'ONU !

En tous les cas, l'annonce d'une intervention militaire sur le terrain et à mesure qu'elle se précisait, a eu un premier effet : la cessation des exactions envers la population par les groupes terroristes. Commencées dès le mois de mai, elles ont aujourd'hui cessées, après avoir connu un pic fin juillet et début août. Trois groupes sont à l'initiative de ces exactions : le Mujao dans la région de Gao et le groupe d'Abdelkrim Taleb, un Touareg malien, qui a intégré le groupe de *Enser Eddine* en ayant gardé un pied dans *AQMI*. Il joue en cela un rôle de tampon entre *Enser Eddine* et *AQMI*. Et enfin, le groupe *AQMI* dirigé par Abou Zeid (le second du coordinateur *AQMI* au Sahel) dans la Région de Tombouctou.

Dès le mois de mai, ces trois groupes ont commencé à sermonner et à fouetter la population locale en lui interdisant de jouer au football, de regarder la télévision ou de fumer. Fin juillet, la violence est montée d'un cran. Les trois groupes n'ont pas hésité à tuer. Leur objectif étant de forcer la population à se soumettre. Ainsi le 29 juillet, des membres du groupe Abdelkrim Taleb tuent par lapidation un couple non marié à Aguelhok (Nord-Est), une nouvelle zone de repli d'*AQMI* qui sert aussi de refuge au groupe de Taleb composé d'une quarantaine de personnes.

Quelques jours plus tard, les islamistes du Mujao amputent la main d'un voleur dans la localité d'Ansongo, au Sud de Gao, et trois autres personnes de la ville de Gao subissent le même sort, les premières amputations commises depuis quatre mois qu'ils occupent la région. Au mois d'août, des éléments *AQMI* fusillent un homme devant une assemblée des citoyens et fouettent des jeunes femmes en public. Ce sont là les dernières exactions que l'on a pu enregistrer au Mali depuis le mois d'août. Depuis, plus rien. Et pour cause ; trop affairés à s'organiser pour contrer une intervention armée, les groupes terroristes ont délaissé la population, à son grand soulagement !

Mujao : déploiement du groupe vers d'autres zones

Le Mujao et *AQMI* se préparent en effet très activement à faire face à une opération militaire d'envergure, créant même la panique dans la population qui a commencé à fuir les sites et les refuges des groupes terroristes. Tout d'abord, le Mujao dirigé par Ahmed Ould Kheira d'origine mauritanienne et qui est secondé par deux arabes maliens de la région de Gao. Basé initialement à Gao, le groupe, dissident d'*AQMI* depuis novembre 2011 a créé, il y a quatre semaines environ, 5 nouvelles bases de repli à Tangara, Infefelen, Intorcha, Assarbo et Tamkoutat dans la Région de Gao. Encore aujourd'hui, il continue de mettre à l'abri ses armes lourdes dont des missiles.

Renforcement des réseaux de la drogue

Le Mujao, par ailleurs, ne cesse de recruter. De nouveaux acteurs d'autres nationalités sont ainsi venus grossir ses rangs. Grâce à l'argent des *kidnappings* ou celui de la drogue, le Mujao recrute en effet massivement.

Aux recrues maliennes, mauritaniennes, nigériennes, sénégalaises et aussi quelques Touarègues, s'ajoutent désormais des membres du *Front Polisario*, des Égyptiens, des Tunisiens mais aussi quelques Pakistanais. Émergent de ce groupe, une réelle plus-value, celle des Égyptiens. Dans le trafic de drogue qui provient majoritairement du Maroc et dont le tracé empreinte tout d'abord le Niger, puis la Libye et le Tchad, les Égyptiens jouent en effet un rôle très important. Ce sont eux qui réceptionnent en Égypte, sa destination finale, cette drogue qui a été embarquée initialement par des Arabes maliens ou des Touarègues payés 15 000 euros par voyage par les barons arabes maliens. Et ce sont eux aussi qui sont chargés de regagner le Mali avec des voitures remplies des sacs d'euros et/ou de dollars ! Ce trafic de la drogue se fait avec autant de facilité que le Mujao et les barons sont encore aujourd'hui « couverts » par des agents des services de Bamako ou certains militaires, comme Sanogo. Les liens entre eux se sont d'ailleurs même renforcés au tout début de l'annonce de l'intervention occidentale. Les barons espéraient, en effet, vivement que l'ex-putschiste stoppe l'opération militaire, voire la ralentisse. Si le capitaine Sanogo les a suivis en déclarant son opposition à une intervention, il s'est depuis ravisé.

Mokhtar Belmoktar : nouvelle recrue du Mujao

Autre bonne nouvelle pour le Mujao, il compte une nouvelle recrue et non des moindres, l'émir Mokhtar Belmoktar Louar dit « Le Borgne » un Algérien originaire d'Ouargla (Sud d'Algérie) issu du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC). Ce dernier, en désaccord avec son groupe, *AQMI*, a en effet décidé de rejoindre le Mujao. Origine de la discorde ? Une simple rivalité

d'hommes sur une nomination. En effet, après la mort, cet été, de Nabil Makhloufi (tué dans un accident de la route entre Tombouctou et Tighaghar), le coordinateur de la région Saharo-Sahélienne, l'émir principal d'*AQMI*, Abdelmalek Droukdel l'a remplacé, au début du mois d'octobre, par Yahia El-Hammam au grand dam de Belmoktar qui n'a manifestement pas eu sa préférence ! Aigri, revancharde, celui-ci a rejoint le groupe dissident d'*AQMI*. Aujourd'hui, il en est devenu le principal stratège. Grâce aussi à ses bonnes relations et son très bon carnet d'adresses, Mokhtar Belmoktar Louar a fait entrer dans le groupe les nouvelles recrues d'horizon plus lointain. Vis-à-vis d'*AQMI*, ses dissensions avec ses anciens camarades terroristes ne jouent pas contre lui. Loin sans faut, son rôle est même devenu essentiel ! Avec son fidèle ami, Omar Ould Hamaha, en cas de nécessité financière ou d'aide logistique, ils jouent tout deux les « passerelles » entre *AQMI* et le Mujao.

Pour rappel, il y a quelques années, grâce à Omar Ould Hamaha, un Malien d'origine arabe berabiche de la région de Tombouctou, cet émir GSPC, devenu par la suite *AQMI*, avait imposé *AQMI* dans la région de Tombouctou. Grâce à ce même Omar Ould Hamaha, Belmoktar Louar marie la fille de ce dernier et réussit à tisser des liens familiaux forts à Tombouctou. Il sera en cela imité par bon nombre d'émirs algériens qui sont arrivés peu à peu au Mali.

***AQMI* : renforcement des zones de repli**

De son côté, *AQMI* a renforcé ses zones de repli dans lesquelles il s'est déjà installé depuis plusieurs mois. Au-delà de la région de Tombouctou où résident les chefs ainsi que leurs familles et plus précisément de la zone stratégique de Thigharghar (75 km au Nord-Est de Tessalit, région de Kidal), le groupe djihadiste à solidifier ses autres bases à Tabankorte (25 km au Nord-Est de Aguelhok), Aguelhok, Tinadima (170 km au Sud-Ouest de Tessalit) et enfin à Intabdok. Des armes en quantité importante et des munitions ont ainsi été acheminées. Des recrutements ont par ailleurs été effectués aussi bien à l'intérieur du Mali auprès des populations locales avides d'argent facile qu'à l'extérieur du pays. À l'instar du Mujao, de nouvelles nationalités sont apparues dans ses rangs. Aux membres venus du Burkina Faso, d'Algérie, du Maroc, du Nigéria, de Gambie, de Libye et du Front Polisario, à cette liste, il faut, depuis cet été, ajouter des Pakistanais, des Égyptiens et des Tunisiens.

***Enser Eddine* : de plus en plus isolé par les Touaregs**

S'agissant de *Enser Eddine*, depuis l'annonce d'une intervention occidentale, le groupe n'a quant à lui pas bougé de ses positions. Il est toujours situé à Kidal. En revanche, il a enregistré des défections dans sa base touarègue. Si la crainte d'une intervention y est pour quelque chose, c'est surtout l'application de

la *charia* ordonnée par Yyad Ag Ghaly mais aussi le comportement de leur chef qui ont fait fuir certains Touarègues. Yyad Ag Ghaly n'a en effet toujours pas condamné la destruction des mausolées et les exactions commises contre la population qui devenues récurrentes et violentes ont effrayé les Touarègues. Ces Touarègues rebelles ont fini par rejoindre les rangs du MNLA.

Ces défections, tout comme l'effet d'annonce de l'intervention ont eu un effet immédiat sur le chef de *Enser Eddine*. Déjà en situation militaire incertaine – il craint qu'*AQMI* et le Mujao le boutent hors de Kidal comme cela s'est produit à Gao avec le MNLA –, Yyad Ag Ghaly a accepté une première négociation proposée par le Burkina Faso. Selon certaines sources, « Yyad Ag Ghaly ne s'attendait pas à cette proposition et même à ce que son groupe, perçu comme terroriste, soit reçu par le président Blaise Compaoré ». C'est donc non sans fierté que la délégation s'est rendue au Burkina Faso. La rencontre a toutefois été décevante. Représenté par Alghabas Ag Intalla, son porte-parole, *Enser Eddine* n'a aucunement dénoncé *AQMI* et renoncé au terrorisme, comme le demandait le président Compaoré.

Malgré cet échec, deux autres rencontres vont tout de même avoir lieu. La première, à Alger, en septembre (et non en octobre comme les autorités algériennes l'ont laissé croire), à la demande de l'Algérie qui a décidé de s'impliquer de plus en plus dans le dossier. Quatre émissaires de Ghaly, Alghabas Ag Intalla, Ahmada Ag Bibi et Mohamed Ag Aharib et le commandant Mahmoud Ag Elbachir ont rencontré des officiers algériens. Ces derniers quitteront la pièce bredouilles. La deuxième rencontre qui va se dérouler à Ouagadougou (Burkina Faso) à la mi-novembre entre les émissaires d'Alghabas Ag Intalla, Ahmada Ag Bibi et Mohamed Ag Aharib et Braïse Compaoré, sera, elle, prometteuse. Au sortir des négociations, le groupe *Enser Eddine* dénonce cette fois-ci le terrorisme. Autre avancée et non des moindres. Il renonce « à l'application de la *charia* sur toute l'étendue du territoire malien, sauf dans la région de Kidal (Nord-Est) où la *charia* sera appliquée en tenant compte de nos réalités », a déclaré Hamada Ag Bibi, l'un des membres d'une délégation de *Enser Eddine* présente à Ouagadougou. « Nous souhaitons seulement l'application de la *charia* dans les zones sous notre contrôle, c'est-à-dire dans la région de Kidal. Tout se fera avec pédagogie et nous allons détailler notre argumentation » lors de futures « négociations » avec les autorités maliennes de transition, a expliqué Mohamed Ag Aharib, porte-parole de la délégation.

Enser Eddine commencerait-il donc à se détacher d'*AQMI* ? Sent-il que sa base, qui ne veut pas appliquer la *charia* dans sa région, commence à s'effriter au vue des atroces exactions commises ? Tente-t-il de la reconquérir ? Si la déclaration est un premier petit pas, et peut être interprétée comme à un renoncement à une *charia* pure et dure, est-ce pour autant que Yyad ag Ghaly dénoncera l'application de la *charia* au-delà de sa région ? Osera-t-il par ailleurs se confronter à Abdelkrim Taleb, le lieutenant du nouveau coordinateur d'*AQMI*, qui fait partie de son état-major et qui, lui, applique la *charia* sans pédagogie au nom d'*AQMI* ? Par ailleurs, si *Enser Eddine* renonce au terrorisme, il n'a dans aucune déclaration rejeté ses

alliances militaires et logistiques avec *AQMI* et avec son représentant Abdelkrim Taleb qui fait toujours aujourd'hui parti de son état-major !

Pourquoi Yyad Ag Ghaly ne les dénonce-t-il pas ? En fait *AQMI* représente toujours, pour *Enser Eddine*, une sérieuse garantie de survie autant financière que militaire – *AQMI* a, en effet, aidé Ghaly à regagner son fief, Kidal, lors de la conquête du Nord. Et cela d'autant plus, que leurs frères Touarègues du MNLA se sont fait bouter hors de Gao par le Mujao et une partie de l'*AQMI*. Pas question donc pour eux de subir le même sort.

Par ailleurs, *Enser Eddine* craint une opération militaire qui ne ferait aucune distinction entre tous les groupes présents au Nord du Mali. « *AQMI* est composé de Musulmans, comme nous. Nous demander de combattre d'autres Musulmans, cela n'est pas dans notre éthique », a déclaré Mohamed Ag Aharib, le porte-parole de *Enser Eddine*, lors de la rencontre au Burkina Faso. M. Aharib voit en cette éventuelle intervention un plan « d'une coalition internationale contre les populations arabes et touarègues du Nord-Mali ». Il estime « que l'on ne peut s'en prendre à *AQMI* ou au Mujao sans toucher aux populations : comment feront-ils pour distinguer un terroriste d'un simple citoyen ? ». Il affirme qu'agir de la sorte reviendrait « à exterminer un peuple ».

Yyad Ag Ghaly joue donc la prudence et préfère miser sur la complexité de l'opération militaire, comment effectivement épargner la population ? Il mise également sur l'énorme et difficile question des otages et enfin, sur la lenteur de la mise sur pied de l'intervention.

Le MNLA : ménage au sein de l'état-major

S'agissant enfin du MNLA, lequel a conquis le Nord du Mali mais sans le succès attendu (le mouvement a été rapidement chassé des villes conquises par *AQMI* et le Mujao), sa situation géographique depuis l'annonce de l'intervention n'a quasiment pas changé.

S'il n'est plus à Tessalit, le mouvement est resté, durant tout l'été et jusqu'au mois de novembre, retranché à Kidal, Tinzawattan, Ménaka, Anderbouken et Léré. Durant cette période très calme (aucun combat n'a été constaté), le mouvement en a profité pour restructurer son état-major. La chute de Gao y est pour beaucoup. Selon les membres du MNLA, si perte il y a eu, elle est due essentiellement à son état-major en proie à des rivalités et à une absence de stratégie. Accusé de « mollesse », celui-ci a dès lors été réorganisé.

Résultat : Mohamed Najim, le vétéran des années 1990 de la lutte touarègue et qui durant la révolte 2011 en Libye a déserté les rangs pour rejoindre le Mali avec tout de même 100 hommes et beaucoup d'armes, a été remplacé par les colonels Haymar Ag Al Hosseini et Machkanani Ag Balla. M. Najim s'occupe

dorénavant de la coordination des équipes stratégiques, un poste symbolique. Durant cet été et jusqu'à septembre, le MNLA a par ailleurs mis au profit l'accalmie sur le terrain pour mettre en place une stratégie afin d'extraire les Touarègues des groupes terroristes. À l'appui, un projet politique « ne remettant pas en cause l'unité du Mali », selon une source, couplée à « une aide économique et une « sensibilisation », un projet auquel le MNLA voudrait associer les Occidentaux. Un projet difficile car les frères touarègues sont plus sensibles aux sirènes de l'argent venant des trafics des groupes terroristes. Si des rencontres informelles ont bien eu lieu avec des représentants de certains pays et se poursuivent, elles n'ont encore donné aucun résultat.

Nouvelles attaques du MNLA contre les terroristes

Fort en tous les cas de la restructuration de son état-major, le MNLA a lancé depuis mi-novembre de nouvelles opérations pour reconquérir les villes aux mains d'AQMI et du Mujao. « Et là, nous attendons au tournant l'appui de l'Occident », déclare une source qui confirme que le mouvement manque de munitions et d'équipements depuis la conquête du Nord. « Nous savons que les Occidentaux souhaitent au fond une implication des touarègues dans la lutte contre les groupes terroristes », explique cette source « mais encore faut-il que l'on nous en donne les moyens ! ».

Depuis quelques jours les troupes du MNLA progressent vers les sites occupés par le Mujao et l'émir Mokhtar Belmokhtar Louar dit « Le Borgne ». Un premier accrochage a déjà lieu le 12 novembre à 40 km de Ménaka. Le MNLA avançait vers Gao et a rencontré un groupe du Mujao parti en éclaireurs. 20 combattants du Mujao ont été fait prisonniers – principalement des recrues étrangères – puis ont été relâchés. Le groupe au passage a pu récupérer des 4x4 et des armes.

Depuis, les troupes avancent toujours vers les bases des groupes terroristes qui sont dans les villes. De sérieux accrochages ont eu lieu le 16 novembre aux alentours d'Asango. Des voitures ont été incendiées côté MNLA et Mujao. On compte 19 morts et entre 70 et 80 blessés parmi les terroristes ; 5 blessés parmi les Touarègues. Le 17, rebelote. Cette fois-ci l'affrontement a lieu entre un groupe d'AQMI en provenance de Tombouctou et qui se dirigeait vers Léré pour y déloger le MNLA. On pense à de nouveaux affrontements violents dans les prochains jours entre les Touarègues et les groupes terroristes. Aux dernières nouvelles, le MNLA aurait été chassé de Ménaka.

Depuis le début des opérations, le mouvement attend toujours l'aide occidentale. Dans ses nouveaux combats, Le MNLA espère aussi que ses frères Touarègues de *Enser Eddine* vont réagir et le rejoindre. Et pourquoi pas, une fusion entre les deux groupes.

*

**

Ce déplacement des troupes du MNLA en direction des groupes terroristes va indéniablement compliquer une intervention – si elle devait être ciblée – de la Cédéao. Autre élément handicapant : le problème des populations. Bien que la grande majorité des populations du Nord Mali ait fui depuis longtemps son pays, il reste encore des familles maliennes. La Communauté internationale doit les prendre en considération lors de son intervention. Et régler ce problème. Enfin, encore aujourd'hui, le problème des otages reste entier. Six français sont notamment encore retenus par les terroristes d'*AQMI* quelque part au Nord du Mali. Autant d'éléments qui risquent de retarder l'intervention.